

Brochure n° 3124

**Convention collective nationale**

IDCC : 112. – INDUSTRIE LAITIÈRE

ACCORD DU 22 NOVEMBRE 2006  
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS AU 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2006

NOR : *ASET0651323M*

IDCC : 112

Entre :

La fédération nationale de l'industrie laitière,

D'une part, et

La CFE-CGC AGRO ;

La CFTC-CSFV ;

La FGA-CFDT ;

La FGTA-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Augmentation des salaires mensuels  
minima conventionnels*

Au 1<sup>er</sup> novembre 2006, la grille des salaires mensuels minima conventionnels, établie pour un travail à temps complet, est augmentée comme suit :

- le coefficient 120 est porté à 1 254,28 €, soit 2,94 % ;
- à partir du coefficient 180, l'ensemble de la grille est augmenté de + 1,9 % ;
- une progression constante en valeur de + 3 € par coefficient est établie entre les coefficients 120 et 175.

## **Article 2**

### *Augmentation de la ressource annuelle minimale (RAM)*

Au 1<sup>er</sup> novembre 2006, la RAM applicable aux salariés comptant au moins 1 année d'ancienneté dans l'entreprise au 31 décembre, établie pour un travail à temps complet, est augmentée comme suit :

- le coefficient 120 est porté à 16 310 €, soit une augmentation de + 2,97 % ;
- une progression constante en valeur de 70 € par coefficient est établie du coefficient 120 au coefficient 155 ;
- du coefficient 160 au coefficient 195, la grille est augmentée de 2 % ;
- du coefficient 200 au coefficient 345, la grille est augmentée de 2 % (+ 50 €) ;
- à partir du coefficient 350, la grille est augmentée de 2 % (+ 100 €).

## **Article 3**

### *Augmentation des barèmes des primes d'ancienneté conventionnelles*

Au 1<sup>er</sup> novembre 2006, le barème des primes d'ancienneté conventionnelles est augmenté de + 2 %.

## **Article 4**

### *Augmentation de la contrepartie conventionnelle garantie au temps d'habillage et de déshabillage*

Au 1<sup>er</sup> novembre 2006, la contrepartie conventionnelle annuelle garantie au temps d'habillage et de déshabillage est augmentée de + 2 %. Elle est ainsi portée à 85,76 €.

## **Article 5**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord. Celui-ci sera déposé à la direction des relations du travail du ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

Fait à Paris, le 22 novembre 2006.

(Suivent les signatures.)